

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Bernard-de-Michaudville

Code géographique : 54115

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Chaput, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Bernard-de-Michaudville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-07 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Sorel-Tracy

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité no A106643

DATE 2015-04-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	649 268	650 629	693 737			693 737
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 411	2 400	2 210			2 210
Quotes-parts	3					130 636	
Transferts	4	166 790	85 054	203 835			203 835
Services rendus	5	19 705		7 032		15 560	22 592
Imposition de droits	6	25 102	22 250	13 334			13 334
Amendes et pénalités	7	1 955	1 800	3 185			3 185
Intérêts	8	10 858	6 500	7 421		392	7 813
Autres revenus	9	100	1 275	11 172		588	11 760
	10	876 189	769 908	941 926		147 176	958 466
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	936 727		580 126			580 126
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	12 550					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	949 277		580 126			580 126
	18	1 825 466	769 908	1 522 052		147 176	1 538 592
Charges							
Administration générale	19	244 167	252 442	248 686	13 790	11 822	274 298
Sécurité publique	20	144 042	147 822	139 443	21 886		161 329
Transport	21	136 858	195 812	185 044	65 340		250 384
Hygiène du milieu	22	138 889	130 632	154 184	18 115	155 615	197 278
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	13 332	32 600	46 046	1 612		47 658
Loisirs et culture	25	52 675	50 600	47 991	11 133		59 124
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27		25 000	48 199		90	48 289
Amortissement des immobilisations	28	138 150	138 087	131 876	(131 876)		
	29	868 113	972 995	1 001 469		167 527	1 038 360
Excédent (déficit) de l'exercice	30	957 353	(203 087)	520 583		(20 351)	500 232

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	957 353	(203 087)	520 583	(20 351)	500 232
Moins: revenus d'investissement	2	(949 277)	()	(580 126)	()	(580 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	8 076	(203 087)	(59 543)	(20 351)	(79 894)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	138 150	138 087	131 876	22 959	154 835
Produit de cession	5				17	17
(Gain) perte sur cession	6				127	127
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	138 150	138 087	131 876	23 103	154 979
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(50 000)	()	(25 000)	(670)	(25 670)
	18	(50 000)		(25 000)	(670)	(25 670)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(55 872)	()	(6 452)	(53)	(6 505)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				1 010	1 010
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 000	65 000	65 000	220	65 220
Réserves financières et fonds réservés	22	(13 360)				
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(95 343)		(95 343)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(19 232)	65 000	(36 795)	1 177	(35 618)
	26	68 918	203 087	70 081	23 610	93 691
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	76 994		10 538	3 259	13 797

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	949 277			580 126		580 126
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(4 768)	()	()	(967)	(34)	(1 001)
Sécurité publique	3	()	()	()	()	()	()
Transport	4	(40 608)	()	()	(1 190)	()	(1 190)
Hygiène du milieu	5	(2 692 438)	(50 000)	()	(1 295 787)	(2 823)	(1 298 610)
Santé et bien-être	6	()	()	()	(460)	()	(460)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(23 046)	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	()	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(2 760 860)	(50 000)	()	(1 298 404)	(2 857)	(1 301 261)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13				2 043 000		2 043 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	55 872			6 452	53	6 505
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16					2 804	2 804
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	55 872			6 452	2 857	9 309
	19	(2 704 988)	(50 000)		751 048		751 048
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 755 711)	(50 000)		1 331 174		1 331 174

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	957 353	(203 087)	520 583	(20 351)	500 232	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(2 760 860)	(50 000)	(1 298 404)	(2 857)	(1 301 261)	
Produit de cession	3				17	17	
Amortissement	4	138 150	138 087	131 876	22 959	154 835	
(Gain) perte sur cession	5				127	127	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(2 622 710)	88 087	(1 166 528)	20 246	(1 146 282)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8						
Variation des stocks de fournitures	9	3 101		(3 645)	785	(2 860)	
Variation des autres actifs non financiers	10	2 126		10 770	(13)	10 757	
	11	5 227		7 125	772	7 897	
	12	(1 660 130)	(115 000)	(638 820)	667	(638 153)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 660 130)	(115 000)	(638 820)	667	(638 153)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	172 720		(1 487 410)	39 460	(1 447 950)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(1)	(1)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	172 720		(1 487 410)	39 459	(1 447 951)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 487 410)		(2 126 230)	40 126	(2 086 104)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	4 163	35 447	19 170	54 617
Placements temporaires	2	280 055	395 336	22 438	417 774
Débiteurs (note 5)	3	1 117 920	604 360	10 308	612 487
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	1 402 138	1 035 143	51 916	1 084 878
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 552 514	474 406		474 406
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	312 034	671 647	10 230	679 696
Revenus reportés (note 12)	13				
Dette à long terme (note 13)	14	25 000	2 015 320	1 560	2 016 880
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 889 548	3 161 373	11 790	3 170 982
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 487 410)	(2 126 230)	40 126	(2 086 104)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	4 706 174	5 872 702	254 466	6 127 168
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	5 375	9 020	4 274	13 294
Autres actifs non financiers (note 17)	21	34 119	23 349	142	23 491
	22	4 745 668	5 905 071	258 882	6 163 953
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	423 697	379 234	35 985	415 219
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	165 000	155 000	9 897	164 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	(95 343)	()	(95 343)
Financement des investissements en cours	26	(2 011 612)	(680 438)		(680 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	4 681 173	3 829 702	253 126	4 082 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	3 258 258	3 778 841	299 008	4 077 849

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	957 353	520 583	(20 351)	500 232
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	138 150	131 876	22 959	154 835
Autres					
- Perte sur cession	3			127	127
-	4				
	5	1 095 503	652 459	2 735	655 194
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(930 119)	513 560	953	514 513
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	247 288	31 268	2 661	33 929
Revenus reportés	9				
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	3 101	(3 645)	784	(2 861)
Autres actifs non financiers	13	2 126	10 770	(13)	10 757
	14	417 899	1 204 412	7 120	1 211 532
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	2 760 860 ) (	970 059 ) (	2 857 ) (	972 916)
Produit de cession	16			17	17
	17	(2 760 860)	(970 059)	(2 840)	(972 899)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20	166 585	(115 281)	(145)	(115 426)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	166 585	(115 281)	(145)	(115 426)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		2 043 000		2 043 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	50 000 ) (	25 000 ) (	780 ) (	25 780)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 200 935	(2 078 108)		(2 078 108)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		(27 680)		(27 680)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	2 150 935	(87 788)	(780)	(88 568)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(25 441)	31 284	3 355	34 639
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	29 604	4 163	15 815	19 978
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	4 163	35 447	19 170	54 617

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	106 967	123 392	122 913	16 471	139 384
Charges sociales	2	23 579	28 178	23 426	3 108	26 534
Biens et services	3	428 844	461 801	472 047	124 890	596 937
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4		25 000	48 199	76	48 275
D'autres organismes municipaux	5				14	14
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8					
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	170 573	173 137	203 008		72 372
Autres	10		9 000		9	9
Autres organismes	11		14 400			
Amortissement des immobilisations	12	138 150	138 087	131 876	22 959	154 835
Autres						
-	13					
-	14					
-	15					
	16	868 113	972 995	1 001 469	167 527	1 038 360

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	650 629	693 737	649 268
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 400	2 210	2 411
Quotes-parts	3	1 004		13 949
Transferts	4	85 054	783 961	1 103 517
Services rendus	5	15 075	22 592	36 140
Imposition de droits	6	22 250	13 334	25 102
Amendes et pénalités	7	1 800	3 185	1 955
Intérêts	8	6 565	7 813	11 272
Autres revenus	9	1 355	11 760	12 947
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	786 132	1 538 592	1 856 561
Charges				
Administration générale	12	265 383	274 298	268 962
Sécurité publique	13	147 822	161 329	165 809
Transport	14	195 812	250 384	208 663
Hygiène du milieu	15	131 633	197 278	198 497
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	32 600	47 658	15 065
Loisirs et culture	18	50 600	59 124	63 808
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	25 123	48 289	120
	21	848 973	1 038 360	920 924
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(62 841)	500 232	935 637
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 577 617	2 617 339
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			24 641
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 577 617	2 641 980
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		4 077 849	3 577 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(62 841)	500 232	935 637
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	50 024 ) (	1 301 261 ) (	2 760 872)
Produit de cession	3		17	
Amortissement	4	138 133	154 835	160 935
(Gain) perte sur cession	5		127	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	88 109	(1 146 282)	(2 599 937)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(2 860)	1 843
Variation des autres actifs non financiers	10		10 757	2 103
	11		7 897	3 946
	12	25 268	(638 153)	(1 660 354)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	25 268	(638 153)	(1 660 354)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(1 447 950)	212 406
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(1)	(2)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(1 447 951)	212 404
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 086 104)	(1 447 950)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 54 617	19 978
Placements temporaires	2 417 774	302 348
Débiteurs (note 5)	3 612 487	1 126 890
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 084 878	1 449 216
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11 474 406	2 552 514
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 679 696	317 312
Revenus reportés (note 12)	13	
Dette à long terme (note 13)	14 2 016 880	27 340
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 3 170 982	2 897 166
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (2 086 104)	(1 447 950)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 6 127 168	4 980 886
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 13 294	10 433
Autres actifs non financiers (note 17)	21 23 491	34 248
	22 6 163 953	5 025 567
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 4 077 849	3 577 617

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	500 232	935 637
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	154 835	160 935
Autres			
- Perte sur cession	3	127	
-	4		
	5	655 194	1 096 572
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	514 513	(929 997)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	33 929	245 247
Revenus reportés	9		(9 049)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(2 861)	1 843
Autres actifs non financiers	13	10 757	2 103
	14	1 211 532	406 719
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(972 916)	(2 760 872)
Produit de cession	16	17	
	17	(972 899)	(2 760 872)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(115 426)	166 441
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(115 426)	166 441
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	2 043 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(25 780)	(50 781)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 078 108)	2 200 935
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(27 680)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(88 568)	2 150 154
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	34 639	(37 558)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	19 978	57 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	54 617	19 978

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers incluent la quote-part revenant à la municipalité présentent des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie d'aqueduc Richelieu-Centre 8,48%

Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine 0,8%

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les revenus d'impositions de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.
- Le produit de la cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de transfert.
- Les quotes-parts sont constatés lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.
- Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

C) Actifs financiers

S/O

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : 10 à 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans

Véhicules : 10 ans

Autres : 15 ans

Réduction de valeur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers consolidés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe le partenariat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le partenariat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments*Placements*

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à 1 % et sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables**Modification de méthodes comptables futurs**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La municipalité évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La municipalité évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	100 085	100 055
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	12 197	10 045
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	189 088	158 314
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	396 838	946 435
Organismes municipaux	8	6 223	7 957
Autres			
- Droits de mutation,	9	8 086	4 110
- Autres services envir.	10	55	29
	11	612 487	1 126 890
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13	220	329
Autres tiers	14		
	15	220	329
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	87 88
Autres régimes (REER et autres)	31	502 493
Régimes de retraite des élus municipaux	32	9 7
	33	598 588

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 400 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3%; 3% en 2013) et renouvelable annuellement.		
La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 5 691 531\$ portant intérêt au taux préférentiel (3%; 3% en 2013) et renouvelable annuellement.		

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	413 262 61 261
Salaires et avantages sociaux	38	12 687 10 334
Dépôts et retenues de garantie	39	235 213 241 313
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Frais courus	42	3 800
- TPS à rembourser au mun	43	1 464 604
- Intérêts courus à payer	44	17 070
-	45	
-	46	
	47	679 696 317 312

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
<hr/>		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
-	50	
-	51	
	52	
<hr/>		
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,81	2015	2019	53	2 044 560	27 340
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	2 044 560	27 340
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(27 680)	()
					63	2 016 880	27 340

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	127 780	80	89	97	127 780
2016	65	73	132 780	81	90	98	132 780
2017	66	74	137 000	82	91	99	137 000
2018	67	75	142 000	83	92	100	142 000
2019	68	76	1 505 000	84	93	101	1 505 000
2020 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	2 044 560	86	95	103	2 044 560
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	2 044 560	88	96	105	2 044 560

Note

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (717 354)	(658 660)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (1 408 876)	(828 750)
Autres	108 40 126	39 460
	109 (2 086 104)	(1 447 950)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	610 171	138		165		192	610 171
Eaux usées	111	75 395	139	4 295	166		193	79 690
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 038 507	140		167		194	2 038 507
Autres	113	966 863	141	1 190	168		195	968 053
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	267 025	143		170		197	267 025
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	257 626	145	2 804	172	1 438	199	258 992
Ameublement et équipement de bureau	118	111 034	146	1 001	173	28	200	112 007
Machinerie, outillage et équipement divers	119	60 478	147	19	174		201	60 497
Terrains	120	201 145	148		175		202	201 145
Autres	121	14 642	149		176		203	14 642
	122	<u>4 602 886</u>	150	<u>9 309</u>	177	<u>1 466</u>	204	<u>4 610 729</u>
Immobilisations en cours	123	<u>3 070 960</u>	151	<u>1 291 952</u>	178		205	<u>4 362 912</u>
	124	<u>7 673 846</u>	152	<u>1 301 261</u>	179	<u>1 466</u>	206	<u>8 973 641</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	457 625	153	15 254	180		207	472 879
Eaux usées	126	24 530	154	1 885	181		208	26 415
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 312 215	155	60 421	182		209	1 372 636
Autres	128	589 088	156	34 972	183		210	624 060
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	87 044	158	9 556	185		212	96 600
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	116 766	160	22 073	187	1 294	214	137 545
Ameublement et équipement de bureau	133	86 711	161	6 051	188	28	215	92 734
Machinerie, outillage et équipement divers	134	18 981	162	4 623	189		216	23 604
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>2 692 960</u>	164	<u>154 835</u>	191	<u>1 322</u>	218	<u>2 846 473</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>4 980 886</u>					219	<u>6 127 168</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

Voir note 25

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	13 974	15 215
Frais reportés			
- Équilibrage du rôle	237	9 517	19 033
-	238		
	239	23 491	34 248

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et d'entretien du gazon échéant en 2016, à verser une somme totale de 125 783\$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de déneigement et d'entretien de gazon pour les deux prochains exercices s'élèvent à 68 870 \$ en 2014 et 56 913 \$ en 2015.

De plus, la municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de location de local échéant en 2015, à verser un loyer qui totalise 12 000\$.

La Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains s'est engagée d'après des contrats régionalisés de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestiques, échéant de 2015 à 2018, à verser une somme de 56 716\$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 39 739\$ en 2015, à 5 659\$ en 2016, 2017 et 2018.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté des maskoutains. Au 31 décembre 2014, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 8 517 \$.

b) Auto-assurance

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par la Régie d'aqueduc Richelieu-Centre et la Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 54 617	19 978
Découvert bancaire	241 ()	()
Placements temporaires	242 417 774	302 348
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	247 (417 774)	(302 348)
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 54 617	19 978

Note**24. Fonds de roulement**

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximale de dix (10) ans et se feront à même les activités financières de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Fonds de roulement

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Immobilisation (suite)

Au cours de l'exercice, la municipalité a acquis des immobilisations dont un solde de 328 345 \$ reste à payer au 31 décembre 2014. Ces acquisitions sont incluses dans les créditeurs et charges à payer.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 415 219	459 515
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 164 897	175 839
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (95 343) ()	()
Financement des investissements en cours	4 (680 438)	(2 011 612)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 4 082 828	4 953 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 4 077 849	3 577 617

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Budget subséquent	8 55 000	65 000
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 55 000	65 000

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Écocentre, collecte sélective	18 3 000	3 000
- Remplacement pompe et camion	19 3 136	5 092
- PRVIS, budget subséquent	20 3 761	2 747
	21 9 897	10 839

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 100 000	100 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 100 000	100 000
	39 164 897	175 839

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 (95 343) ()	
Autres		
-	51 () ()	
-	52 () ()	
	53 (95 343) ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	
Autre financement	55 () ()	
	56 (95 343) ()	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 (680 438) (2 011 612)	
	59 (680 438) (2 011 612)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 6 127 168	4 980 886
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 6 127 168	4 980 886
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 2 016 880	27 340
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 27 680	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (220) (329)	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	
	71 2 044 340	27 011
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 2 044 340	27 011
	74 4 082 828	4 953 875

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u> 87</u>	<u> 88</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La régie d'aqueduc Richelieu-Centre contribue au REER collectif des employés au taux de 4% calculé sur le salaire brut des employés participants. La charge relative au régime ne comprend que le coût des primes pour services rendus au cours de l'exercice.

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	502	493

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	8	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	3	2
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9	7
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	9	7
	98	7

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	2 043 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	680 438
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 408 876
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 314 562
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	199 687
Endettement net à long terme	16	1 514 249
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	8 517
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	1 522 766
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 522 766
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	542 359	544 875	543 809
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	542 359	544 875	543 809
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	62 550	62 551	59 367
Égout	11		13 500	13 500
Traitement des eaux usées	12	15 000	15 000	15 450
Matières résiduelles	13	30 720	30 754	30 642
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 467	2 467
Service de la dette	18		24 590	24 590
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	108 270	148 862	105 459
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	108 270	148 862	105 459
	26	650 629	693 737	649 268

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	2 400	2 210	2 210
	35	2 400	2 210	2 411
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 400	2 210	2 210
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 400	2 210	2 210
				2 411

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	78 182	78 182	78 182
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66		(2 883)	(2 883)
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68		117 980	117 980
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	4 656	10 556	12 768
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	82 838	203 835	203 835
				90 950

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			936 727
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	239 555	239 555	
Traitement des eaux usées	108	340 571	340 571	
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	580 126	580 126	936 727

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	2 216		75 840
	138	2 216		75 840
TOTAL DES TRANSFERTS	139	85 054	783 961	783 961 1 103 517

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		12 910	
Réseau de distribution de l'eau potable	156			12 662
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164	1 900	1 900	6 251
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 900	14 810	18 913
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 900	14 810	18 913

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 104	2 104	1 533
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	178	178	236
Hygiène du milieu	190	2 710	5 360	15 330
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	140	140	128
Réseau d'électricité	194			
	195	5 132	7 782	17 227
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	7 032	22 592	36 140
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 200	1 825	2 503
Droits de mutation immobilière	198	9 000	11 509	10 364
Droits sur les carrières et sablières	199	10 000		9 807
Autres	200	2 050		2 428
	201	22 250	13 334	25 102
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 800	3 185	1 955
INTÉRÊTS	203	6 500	7 421	11 272
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(127)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	11 172	11 517	
Autres contributions	210			
Autres	211	1 275	370	12 947
	212	1 275	11 172	12 947

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	25 659	24 715		24 715	26 285	25 281
Application de la loi	2	5 000	3 483		3 483	3 483	1 968
Gestion financière et administrative	3	171 913	168 143	13 790	181 933	189 603	183 076
Greffe	4	3 000					3 822
Évaluation	5	5 000	14 447		14 447	14 447	13 713
Gestion du personnel	6						
Autres	7	41 870	37 898		37 898	40 480	41 102
	8	252 442	248 686	13 790	262 476	274 298	268 962
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	94 580	94 532		94 532	94 532	91 302
Sécurité incendie	10	52 592	43 381	21 886	65 267	65 267	73 839
Sécurité civile	11	500	47		47	47	538
Autres	12	150	1 483		1 483	1 483	130
	13	147 822	139 443	21 886	161 329	161 329	165 809
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	128 200	116 010	65 340	181 350	181 350	135 541
Enlèvement de la neige	15	59 112	60 387		60 387	60 387	61 381
Éclairage des rues	16	7 000	7 552		7 552	7 552	6 446
Circulation et stationnement	17	1 500	1 095		1 095	1 095	5 295
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	195 812	185 044	65 340	250 384	250 384	208 663

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	62 500	75 951		75 951	58 246	48 245
Réseau de distribution de l'eau potable	24	16 924	22 764	18 115	40 879	68 183	82 537
Traitement des eaux usées	25	14 000	11 029		11 029	912	
Réseaux d'égout	26		54		54	54	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	15 900	27 411		27 411	20 059	12 635
Élimination	28					14 749	15 493
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	6 324	4 911		4 911	7 781	8 204
Tri et conditionnement	30						36
Matières organiques							
Collecte et transport	31	8 800				6 481	6 935
Traitement	32					3 131	3 550
Matériaux secs	33					2 804	3 323
Autres	34					904	846
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		6 215		6 215	6 215	7 814
Protection de l'environnement	38	1 500	1 165		1 165	1 165	2 150
Autres	39	4 684	4 684		4 684	6 594	6 729
	40	130 632	154 184	18 115	172 299	197 278	198 497
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	32 600	20 224	1 612	21 836	21 836	429
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51		25 822		25 822	25 822	14 636
	52	32 600	46 046	1 612	47 658	47 658	15 065

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	9 300	10 234	10 234	10 234	9 038
Patinoires intérieures et extérieures	54	10 000	9 581	9 581	9 581	7 444
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	4 000	2 999	11 133	14 132	16 778
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	20 400	19 293	19 293	19 293	24 340
	60	43 700	42 107	11 133	53 240	57 600
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	5 300	5 306	5 306	5 306	5 605
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	1 600	578	578	578	603
	66	6 900	5 884	5 884	5 884	6 208
	67	50 600	47 991	11 133	59 124	63 808
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69		48 199	48 199	48 289	120
Autres frais	70	25 000				
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	25 000	48 199	48 199	48 289	120
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	138 087	131 876	(131 876)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Sorel-Tracy

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité no A106643

DATE 2015-04-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		693 737
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		693 737

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	693 737
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>693 737</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 467	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>2 467</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>691 270</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	100 682 000
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	100 922 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	100 802 200

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	691 270
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	100 802 200
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [6 | 8 | 5 | 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	50 000	1 296 754	1 296 754
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			2 691 365
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			33 401
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		1 650	1 650
Réseau d'électricité	12			30 254
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			1 073
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		2 804	
Ameublement et équipement de bureau	18		34	4 779
Machinerie, outillage et équipement divers	19		19	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	50 000	1 298 404	1 301 261
				2 760 872

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		1 296 754	1 296 754
Autres infrastructures	27			2 691 365
Autres infrastructures				63 655
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		1 650	1 650
Autres immobilisations	33			2 857
	34		1 298 404	1 301 261
				2 760 872

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	27 340	2 043 000	25 780	2 044 560
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	27 340	2 043 000	25 780	2 044 560
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12		731 021		731 021
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	27 011	243 674	25 671	245 014
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	27 011	974 695	25 671	976 035
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17	329		109	220
Autres tiers	18				
	19	329		109	220
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	329		109	220
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22		1 068 305		1 068 305
Autres	23				
	24				
	25	329	1 068 305	109	1 068 525
	26	27 340	2 043 000	25 780	2 044 560
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	27 340	2 043 000	25 780	2 044 560

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	5 000	14 447	13 713
Autres	3	30 747	33 421	31 859
Sécurité publique				
Police	4	2 216	2 465	2 112
Sécurité incendie	5	7 342	4 274	4 594
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	78 124	102 604	13 381
Matières résiduelles	12	49 708	37 006	8 062
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		8 791	9 048
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	173 137	203 008	74 707

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	32,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	20,00	***	***	***
Cols bleus	4	2,00	2,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	5,00		***	***	***
Élus	9	7,00		20 493	813	21 306
	10	12,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	117 980		239 555	357 535
Traitement des eaux usées	14			340 571	340 571
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	85 855			85 855
	17	203 835		580 126	783 961

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	3 483	27		53	3 483	79		105	3 483	131	
Évaluation	2	14 447	28		54	14 447	80		106	14 447	132	
Autres	3	230 756	29	13 790	55	244 546	81	2 104	107	242 442	133	
	4	248 686	30	13 790	56	262 476	82	2 104	108	260 372	134	
Sécurité publique												
Police	5	94 532	31		57	94 532	83		109	94 532	135	
Sécurité incendie	6	43 381	32	21 886	58	65 267	84		110	65 267	136	
Sécurité civile	7	47	33		59	47	85		111	47	137	
Autres	8	1 483	34		60	1 483	86		112	1 483	138	
	9	139 443	35	21 886	61	161 329	87		113	161 329	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	116 010	36	65 340	62	181 350	88		114	181 350	140	
Enlèvement de la neige	11	60 387	37		63	60 387	89		115	60 387	141	
Autres	12	8 647	38		64	8 647	90	178	116	8 469	142	
Transport collectif	13		39		65		91		117		143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	185 044	41	65 340	67	250 384	93	178	119	250 206	145	
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	75 951	42		68	75 951	94	2 710	120	73 241	146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	22 764	43	18 115	69	40 879	95		121	40 879	147	
Traitement des eaux usées	18	11 029	44		70	11 029	96		122	11 029	148	
Réseaux d'égout	19	54	45		71	54	97		123	54	149	48 199
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	27 411	46		72	27 411	98		124	27 411	150	
Matières recyclables	21	4 911	47		73	4 911	99		125	4 911	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	6 215	49		75	6 215	101	1 900	127	4 315	153	
Protection de l'environnement	24	1 165	50		76	1 165	102		128	1 165	154	
Autres	25	4 684	51		77	4 684	103		129	4 684	155	
	26	154 184	52	18 115	78	172 299	104	4 610	130	167 689	156	48 199

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157		172	187		202		217			232
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218			233
Autres	159		174	189		204		219			234
	160		175	190		205		220			235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	20 224	176	1 612	191	21 836	206	221	21 836		236
Rénovation urbaine	162		177		192		207	222			237
Promotion et développement économique	163		178		193		208	223			238
Autres	164	25 822	179		194	25 822	209	224	25 822		239
	165	46 046	180	1 612	195	47 658	210	225	47 658		240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	42 107	181	11 133	196	53 240	211	140	226	53 100	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	5 306	182		197	5 306	212	227		5 306	242
Autres	168	578	183		198	578	213	228		578	243
	169	47 991	184	11 133	199	59 124	214	140	229	58 984	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	821 394	186	131 876	201	953 270	216	7 032	231	946 238	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 262 512	2 760 860
Frais de financement	4	35 892	
Autres	5		
	6	1 298 404	2 760 860

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	423 697	411 703
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(1)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	423 696	411 703
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	10 538	76 994
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(55 000)	(65 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(44 462)	11 994
Solde à la fin de l'exercice	12	379 234	423 697
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	65 000	50 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	65 000	50 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(65 000)	(50 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	55 000	65 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(10 000)	15 000
Solde à la fin de l'exercice	22	55 000	65 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	100 000	86 640
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	100 000	86 640
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		13 360
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		13 360
Solde à la fin de l'exercice	31	100 000	100 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (95 343)	()
Autres	43 ()	()
	44 (95 343)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 (95 343)	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 (95 343)	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (2 011 612)	(255 901)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (2 011 612)	(255 901)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 1 331 174	(1 755 711)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 1 331 174	(1 755 711)
Solde à la fin de l'exercice	60 (680 438)	(2 011 612)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 4 681 173	2 008 463
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 4 681 173	2 008 463
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (851 471)	2 672 710
Solde à la fin de l'exercice	67 3 829 702	4 681 173

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>100 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 5 | 4 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> %
---	---	--

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Vidange des fosses septique	100,0000	4	par logement
Consommation d'eau	,5700	7	mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	290 306 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 390, rue Principale
(no) (rue)
Saint-Bernard-de-Michaudville J0H 1C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 792-3190
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 792-3591
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munstbernard@mrcmaskoutains.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvie Chaput

Téléphone (450) 792-3190
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 792-3591
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munstbernard@mrcmaskoutains.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, sencrl

Titre Comptable professionnels agréés

Adresse 26, Place Charles-de-Montmagny suite 200
(no) (rue)
Sorel-Tracy J3P 7E3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 742-3746
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 742-9356
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cote.barbara@rcgt.com

Responsable du dossier Barbara Côté

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sylvice Chaput , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Bernard-de-Michaudville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Bernard-de-Michaudville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Bernard-de-Michaudville détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 500 232 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,6858 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-03-27 11:04:06

Date de transmission au Ministère : 2015/04/08

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Bernard-de-Michaudville

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	876 189	769 908	941 926	147 176	958 466
Investissement	2	949 277		580 126		580 126
	3	1 825 466	769 908	1 522 052	147 176	1 538 592
Charges	4	868 113	972 995	1 001 469	167 527	1 038 360
Excédent (déficit) de l'exercice	5	957 353	(203 087)	520 583	(20 351)	500 232
Moins : revenus d'investissement	6 (	949 277 ) (	) (	580 126 ) (	) (	580 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	8 076	(203 087)	(59 543)	(20 351)	(79 894)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	138 150	138 087	131 876	22 959	154 835
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	50 000 ) (	) (	25 000 ) (	670 ) (	25 670)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	55 872 ) (	) (	6 452 ) (	53 ) (	6 505)
Excédent (déficit) accumulé	12	36 640	65 000	(30 343)	1 230	(29 113)
Autres éléments de conciliation	13				144	144
	14	68 918	203 087	70 081	23 610	93 691
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	76 994		10 538	3 259	13 797

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2013		2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé	
Actifs financiers					
Débiteurs	1	1 117 920	604 360	612 487	1 126 890
Autres	2	284 218	430 783	472 391	322 326
	3	1 402 138	1 035 143	1 084 878	1 449 216
Passifs					
Dette à long terme	4	25 000	2 015 320	2 016 880	27 340
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	2 864 548	1 146 053	1 154 102	2 869 826
	7	2 889 548	3 161 373	3 170 982	2 897 166
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 487 410)	(2 126 230)	(2 086 104)	(1 447 950)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	4 706 174	5 872 702	6 127 168	4 980 886
Autres	10	39 494	32 369	36 785	44 681
	11	4 745 668	5 905 071	6 163 953	5 025 567
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	423 697	379 234	415 219	459 515
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	165 000	155 000	164 897	175 839
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	) (	(95 343) (	(95 343) () (
Financement des investissements en cours	15	(2 011 612)	(680 438)	(680 438)	(2 011 612)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	4 681 173	3 829 702	4 082 828	4 953 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	3 258 258	3 778 841	4 077 849	3 577 617

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget subséquent	19	55 000	65 000
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	55 000	65 000
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	9 897	10 839
	30	64 897	75 839
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	100 000	100 000
	33	164 897	175 839

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	649 268	650 629	693 737	693 737
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 411	2 400	2 210	2 210
Quotes-parts	3				
Transferts	4	166 790	85 054	203 835	203 835
Services rendus	5	19 705		7 032	22 592
Autres	6	38 015	31 825	35 112	36 092
	7	876 189	769 908	941 926	958 466
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	936 727		580 126	580 126
Autres	11	12 550			
	12	949 277		580 126	580 126
	13	1 825 466	769 908	1 522 052	1 538 592

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	5 000	14 447		14 447	13 713
Autres	2	247 442	234 239	13 790	248 029	255 249
Sécurité publique						
Police	3	94 580	94 532		94 532	91 302
Sécurité incendie	4	52 592	43 381	21 886	65 267	73 839
Autres	5	650	1 530		1 530	668
Transport						
Réseau routier	6	195 812	185 044	65 340	250 384	208 663
Transport collectif	7					
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	93 424	109 798	18 115	127 913	130 782
Matières résiduelles	10	31 024	32 322		32 322	51 022
Autres	11	6 184	12 064		12 064	16 693
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	32 600	20 224	1 612	21 836	429
Promotion et développement économique	14					
Autres	15		25 822		25 822	14 636
Loisirs et culture	16	50 600	47 991	11 133	59 124	63 808
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	25 000	48 199		48 199	120
Amortissement des immobilisations	19	138 087	131 876	(131 876)		
	20	972 995	1 001 469		1 001 469	920 924

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3